



10 April 2017

(17-1925)

Page: 1/6

Comité des licences d'importation

Original: français

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION¹

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 7:3 DE L'ACCORD SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

GABON

La communication ci-après, datée du 2 mars 2017, est distribuée à la demande de la délégation du Gabon.

1 MINISTÈRE EN CHARGE DU COMMERCE, MINISTÈRE EN CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT, MINISTÈRE EN CHARGE DE L'ÉCONOMIE.

1.1 Réglementation de l'importation des substances appauvrissant la Couche d'Ozone (SAO) et des équipements fonctionnant grâce aux SAO

Description succincte des régimes

1. Le Gabon a ratifié la Convention de Vienne relative à la protection de la couche d'ozone et du Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone. À cet effet, le gouvernement de la République gabonaise a élaboré un plan pour réduire l'importation de matériels contenant de produits appauvrissant la couche d'ozone.

C'est dans ce cadre que les arrêtés interministériels N° 000681 et N° 000682 portant réglementation de l'importation des substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) et des équipements fonctionnant grâce aux SAO ont été pris.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation spéciale d'importation est requise pour toute importation de substances appauvrissant la couche d'ozone et des produits et équipements contenant des substances appauvrissant la couche d'ozone.

3. Le régime s'applique aux produits originaires et en provenance de tous les pays.

4. Le régime vise à réduire l'importation de substances appauvrissant la couche d'ozone et des matériels contenant des substances appauvrissant la couche d'ozone sur la base d'un quota fixé par arrêté du Ministre en charge de l'Environnement conformément aux recommandations du rapport d'activités du Programme National Ozone.

5. Le régime n'est mis en place par des dispositions législatives mais plutôt par les actes administratifs suivants:

- Arrêté N° 000681/MEFEPEPN/MCDIIR/MEFBP;
- Arrêté N° 000682/MEFEPEPN/MCDIIR/MEFBP.

¹ Le questionnaire figure dans l'annexe du document G/LIC/3.

Le gouvernement peut modifier les produits soumis au régime de licence sans informer le parlement.

Modalités d'application

- 6.I. Les renseignements concernant les quotas, les formalités de dépôts des demandes de licences, les exceptions et les dérogations sont contenus dans les arrêtés, ci-dessus, cités.
- II. Les quotas d'importation sont fixés par Arrêté du Ministre de l'Environnement conformément aux recommandations du rapport d'activités du Programme National Ozone. Le Ministre chargé de l'Environnement en informe les Ministres chargés respectivement du Commerce, de l'Économie et des Finances.
- III. Les licences d'importation sont attribuées par la Direction Générale du Commerce aux importateurs qui remplissent les critères mentionnés dans les arrêtés à partir des conclusions d'une enquête effectuée par la Direction Générale du Développement Industriel.

Les importateurs sont tenus de produire trimestriellement des informations relatives à leurs activités en rapport avec la consommation de SAO à la Direction Générale du Développement industriel qui transmet les résultats de l'analyse au Programme National Ozone.

Les arrêtés ne font aucune mention sur la réutilisation des quotas non épuisés.

Les arrêtés ne font aucune mention sur la possibilité de communiquer les noms des importateurs auxquels des licences ont été attribués aux gouvernements étrangers qui en font la demande.

- IV. Il n'y a pas de condition particulière, mais il est préférable que l'importateur dépose sa demande 5 jours ouvrables à l'avance.
- V. Il n'y a pas de condition particulière, mais en général les demandes sont examinées dans un délai de 5 jours ouvrables.
- VI. Il n'y a pas de restriction particulière sur ce point.
- VII. Les licences d'importation sont attribuées par la Direction Générale du Commerce aux importateurs qui remplissent les critères mentionnés dans les arrêtés à partir des conclusions d'une enquête effectuée par la Direction Générale du Développement Industriel.

Le formulaire de demande de licence contient 5 feuilles identiques destinées aux administrations suivantes:

- La Direction Générale du Commerce;
- La Direction Générale du Développement Industriel;
- La Direction Générale de la Douane et des Droits Indirects;
- Le Programme National Ozone;
- Le 5^{ème} feuillet est remis à l'opérateur économique qui fait la demande de licence.

- VIII. Les arrêtés ne mentionnent pas la manière dont les quotas sont distribués. Cependant la régulation des quotas est faite à partir du suivi des utilisations des équipements et des produits d'importation, tel qu'elles résultent du Plan de Gestion du Froid (PGF).
- IX. Les arrêtés ne font pas état d'un tel système.
- X. Les arrêtés ne font pas état d'un tel système.
- XI. Les arrêtés ne font pas état d'un tel système.
- 7.a) Les arrêtés ne font pas état d'un délai précis mais c'est préférable de prévoir à peu près 5 jours ouvrables. Des licences ne peuvent être accordées à une marchandise pour laquelle une demande préalable n'a pas été déposée quel qu'en soit la raison évoquée.

- b) En principe non.
- c) Non.
- d) Les licences d'importation sont attribuées par la Direction Générale du Commerce aux importateurs qui remplissent les critères mentionnés dans les arrêtés à partir des conclusions d'une enquête effectuée par la Direction Générale du Développement Industriel.

Le formulaire de demande de licence contient 5 feuilles identiques destinées aux administrations suivantes:

- La Direction Générale du Commerce;
- La Direction Générale du Développement Industriel;
- La Direction Générale de la Douane et des Droits Indirects;
- Le Programme National Ozone;
- Le 5^{ème} feuillet est remis à l'opérateur économique qui fait la demande de licence.

8. Une demande de licence peut être rejetée si le quota établi est atteint. Dans de telles circonstances, l'importateur est informé. Les importateurs à qui les demandes sont rejetées n'ont pas la possibilité de faire recours.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Les opérateurs économiques, les personnes physiques ou morales sont habilités à demander une licence. Il n'existe pas une liste publiée d'importateurs agréés.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. L'importateur doit remplir un formulaire contenant les éléments suivants:

- La dénomination sociale ou l'identité de l'importateur, son adresse et son numéro de registre de commerce et du crédit immobilier;
- La dénomination commerciale, scientifique, la formule chimique, le numéro tarifaire du code douanier du système harmonisé de chaque substance à importer;
- La quantité de chaque substance ou produit à importer en fonction du quota et des quotités;
- L'état des stocks avant la promulgation du présent arrêté;
- Les renseignements concernant l'origine, la marque déposée ou la licence du fournisseur;
- L'identification précise du fournisseur.

Le formulaire de demande de licence contient 5 feuilles identiques destinées aux administrations suivantes:

- La Direction Générale du Commerce;
- La Direction Générale du Développement Industriel;
- La Direction Générale de la Douane et des Droits Indirects;
- Le Programme National Ozone;
- Le 5^{ème} feuillet est remis à l'opérateur économique qui fait la demande de licence.

11. La mainlevée douanière est subordonnée à la présentation de l'autorisation spéciale d'importation délivrée par la Direction Générale du Commerce.

12. La Direction Générale du Commerce perçoit un droit d'immatriculation.

13. Aucun droit ou dépôt ne doit être payé.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La licence d'importation est valable à compter de la date de sa délivrance jusqu'à la date du dédouanement des frigorigènes.

15. La Direction Générale du Commerce n'applique pas de sanction en cas de non-utilisation d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles entre importateurs.

17. Non il n'existe pas d'autres formalités subordonnées à la délivrance d'une licence.

Autres formalités

18. Il n'y a pas d'autres formalités à remplir auprès de la Direction Générale du Commerce.

19. À confirmer par les autorités bancaires.

2 MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE DE LA COMMUNICATION ET DE LA POSTE

2.1 Procédure d'importation d'équipements des télécommunications en République Gabonaise

Description succincte des régimes

1. Le Gabon, à l'instar des autres pays africains, a mis en place un programme visant à remplacer les télévisions analogiques par la Télévision Numérique Terrestre (TNT) compte tenu des nombreux avantages liés à ce dernier. A cet effet, le gouvernement a décidé d'interdire à partir du 1^{er} janvier 2016 toute importation de matériel (décodeur, enregistreur ou autre équipement de télévision) non compatible au TNT.

En outre, les importations de téléviseurs, de décodeurs, enregistreurs ou autre équipement récepteur de télévision doivent faire l'objet d'une autorisation spéciale d'importation délivrée conjointement par la Direction Générale du Commerce et l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP).

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation spéciale d'importation est requise pour toute importation de téléviseurs, de décodeurs, enregistreurs ou autre équipement récepteur de télévision.

3. Le régime s'applique aux produits originaires et en provenance de tous les pays.

4. Le régime vise à s'assurer que les téléviseurs, décodeurs, enregistreurs ou autre équipement récepteur de télévision vendus au Gabon sont compatibles à une bonne diffusion du TNT.

5. Le régime n'est mis en place par des dispositions législatives mais plutôt par les actes administratifs suivants:

- Arrêté N° 000308/MEPN/MCPMEADS/MCRIC-PG
- Arrêté N° 000198/MENCP/MPMEAC/MEEDD

Le gouvernement peut modifier les produits soumis au régime de licence sans informer le parlement.

Modalités d'application

6.I. Les renseignements concernant les spécifications techniques des équipements, les formalités de dépôts des demandes de licences, les exceptions et les dérogations sont contenus dans les arrêtés ci-dessus, cités.

II. Les spécifications techniques des équipements sont fixées par l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP).

III. Les licences d'importation sont attribuées conjointement par la Direction Générale du Commerce et l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) aux importateurs qui remplissent les critères mentionnés dans les arrêtés.

Les importateurs d'équipements doivent obligatoirement procéder à une déclaration prévisionnelle de leurs importations auprès de la Direction Générale du Commerce, selon les conditions fixées par le Ministère en charge du Commerce.

Les arrêtés ne font aucune mention sur la possibilité de communiquer les noms des importateurs auxquels des licences ont été attribués aux gouvernements étrangers qui en font la demande.

- IV. Il n'y a pas de condition particulière, mais il est préférable que l'importateur dépose sa demande 5 jours ouvrables à l'avance.
 - V. Il n'y a pas de condition particulière, mais en général les demandes sont examinées dans un délai de 5 jours ouvrables.
 - VI. Il n'y a pas de restriction particulière sur ce point.
 - VII. Les licences d'importation sont attribuées conjointement par la Direction Générale du Commerce et de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) aux importateurs qui remplissent les critères mentionnés dans les arrêtés.
 - VIII. Les arrêtés ne font pas état d'un tel système.
 - IX. Les arrêtés ne font pas état d'un tel système.
 - X. Les arrêtés ne font pas état d'un tel système.
 - XI. Les arrêtés ne font pas état d'un tel système.
 - 7.a) Les arrêtés ne font pas état d'un délai précis mais c'est préférable de prévoir à peu près 5 jours ouvrables. Des licences ne peuvent être accordées à une marchandise pour laquelle une demande préalable n'a pas été déposée quel qu'en soit la raison évoquée.
 - b) En principe non.
 - c) Non.
 - d) Les licences d'importation sont attribuées conjointement par la Direction Générale du Commerce et l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) aux importateurs qui remplissent les critères mentionnés dans les arrêtés.
8. Une demande de licence peut être rejetée en cas de non-respect des spécifications requises. Dans de telles circonstances, l'importateur est informé. Les importateurs à qui les demandes sont rejetées n'ont pas la possibilité de faire recours,

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Les opérateurs économiques, les personnes physiques ou morales sont habilités à demander une licence. Il n'existe pas une liste publiée d'importateurs agréés.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. L'importateur doit remplir un formulaire.

11. La mainlevée douanière est subordonnée à la présentation de l'autorisation spéciale d'importation délivrée conjointement par la Direction Générale du Commerce et l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) aux importateurs qui remplissent les critères mentionnés dans les arrêtés.

12. La Direction Générale du Commerce perçoit un droit d'immatriculation.

13. Aucun droit ou dépôt ne doit être payé.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La licence d'importation est valable à compter de la date de sa délivrance jusqu'à la date du dédouanement des équipements.

15. La Direction Générale du Commerce n'applique pas de sanction en cas de non-utilisation d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles entre importateurs.

17. Non, il n'existe pas d'autres formalités subordonnées à la délivrance d'une licence.

Autres formalités

18. Il n'y a pas d'autres formalités à remplir auprès de la Direction Générale du Commerce.

19. À confirmer par les autorités bancaires.
